

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 08/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA JEAN MARC LANGLAIS**

LA SALLE VILLEON  
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0052201756

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement SCEA JEAN MARC LANGLAIS implanté LA SALLE VILLEON 22400 Lamballe-Armor. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA JEAN MARC LANGLAIS
- LA SALLE VILLEON 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0052201756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ICPE PORCINE sous régime de l'autorisation

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD16 - Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , fosse à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	MTD21 - Epandage lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

RAS

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MTD16 - Émissions atmosphériques d'NH<sub>3</sub>, fosse à lisier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bref IRPP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour réduire les émissions atmosphériques provenant d'une fosse à lisier, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous : Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier, par une combinaison des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier ;</li><li>- réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse ;</li><li>- réduire le plus possible l'agitation du lisier.</li><li>- Couvrir la fosse à lisier</li><li>- Acidification du lisier.</li></ul>
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : MTD21 - Epandage lisier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bref IRPP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour réduire les émissions atmosphériques résultant de l'épandage de lisier, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>a) Dilution du lisier, suivie de techniques telles qu'une irrigation à basse pression ;</li><li>b) Rampe à pendillards, en appliquant une ou plusieurs des techniques suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>1. tube traîné;</li><li>2. sabot traîné ;</li></ul></li><li>c) Injecteur (sillon ouvert) ;</li><li>d) enfouisseur (sillon fermé) ;</li><li>e) Acidification du lisier</li></ul>
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Déclaration GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rapportage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 jan-

<p>vier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme déclaration GERE 2023 faite</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>